

Régionales 2010 :

Les forces en présence en Pays de la Loire,
Un premier point sur les programmes des listes.
Notre dossier

P4

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 885

11 février 2010

prix : 0,70 €



Quel avenir pour la navale?



■ Navale

De lourdes inquiétudes pèsent sur les chantiers de Saint-Nazaire. Les élus régionaux et candidat(e)s de la gauche en action sur le terrain.

P 2

■ DCN

A peine nommé, le nouveau dirigeant de la DCNS veut appliquer de nouvelles normes de production et de rentabilité.

P 5

■ L'idée du communisme

L'ouvrage collectif dirigé par Alain Badiou rend compte d'une conférence internationale réunie autour de l'idée de « remettre en circulation ce vieux mot magnifique.

P 6

■ La Montagne



L'élu de la Montagne, Jean-Luc Guinchard présente les principaux dossiers en cours dans sa commune

P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Contrôle d'identité

Nous avons déjà droit au débat honteux sur « l'identité nationale ». Avec sa sortie sur la « tronche pas très catholique » de Laurent Fabius, George Frêche lance le contrôle de confession religieuse au faciès. On attendait déjà plus beaucoup du personnage mais il continue de surprendre, pour le pire... comme pour le pire.

Dérapiage

A Davos, Nicolas Sarkozy a inauguré entre amis le forum des puissants du monde devant ses amis de la finance. Et de se lancer dans une de ses tirades très touchantes sur la moralisation du capitalisme. Pour lui, « La mondialisation a dérapé à partir du moment où il a été admis que le marché avait toujours raison ». C'est certaine-



ment pour ça que son premier geste a été d'injecter des centaines de milliards d'argent public dans le système bancaire plutôt que dans l'appareil productif. Visiblement, le temps des mauvais comédiens semble avoir lassé les français tant le président n'en finit plus de chuter dans les enquêtes d'opinion.

Retraites, le PS corrige le tir

A l'unanimité, le bureau national du PS a souhaité réaffirmer son positionnement dans la défense de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans. Un rappel nécessaire après les surprenantes déclarations de Martine Aubry: « on va très certainement aller vers 61 ou 62 ans ». Mais peut être ne fallait-il pas y voir malice, née en Aout 1950, Martine Aubry parlait peut être de son intention de ne pas être mise à la retraite de la direction du PS dans les mois qui viennent.

Le NPA jette le voile

Habitué aux feux de la rampe, Besancenot a semblé tenté de créer l'évènement politique... en présentant une femme voilée sur la liste NPA en PACA. Un pas en avant vers le communautarisme en ces temps incertains où le débat sur l'identité foule du pieds les valeurs républicaines et où se mènent d'important combats pour la laïcité.



Point de vue

par Véronique MAHÉ

Depuis des mois, la crise économique touche de plein fouet tous les secteurs d'activité de l'industrie, du bâtiment, des services. Notre région n'est pas épargnée, jamais, le bassin d'emploi nazairien n'a connu une telle situation.

Les salariés, intérimaires en tête, sont malmenés. Aujourd'hui, dans le bassin nazairien, on vit au rythme des plans de licenciements, des programmations de chômage partiel, des menaces de délocalisations.

Chez STX, les commandes tardent à se concrétiser et le spectre d'une fermeture des Chantiers réapparaît.

Après la proposition d'un plan de départs volontaires, portant sur 351 postes et ressemblant fortement à un plan social, la direction vient d'annoncer 472 000 heures de chômage partiel : un taux record qui va toucher une large partie des salariés et qui ne sera pas sans conséquences sociales. Sarkozy a dit « Je ne laisserai pas tomber les Chantiers » pour ceux qui y ont cru, la chute n'en est que plus dure...

Malgré un plan de charge bien garni, EADS a de plus en plus recours à la sous-traitance entraînant le gel des embauches. Parallèlement, cette entreprise délocalise certains marchés de sous-traitance vers des pays à faible coût de main-d'œuvre, fragilisant par exemple 150 emplois chez Daher sur la zone de Brais. Au port de Nantes-Saint Nazaire, dont le trafic a baissé de 11.4% en 2009, les salariés doivent faire face à une nouvelle réforme sur le transfert des personnels de manutention vers des entreprises privées.

Combien de temps encore devra-t-on sacrifier des emplois, juste pour répondre aux exigences des actionnaires ?

« Nous sommes en droit d'attendre une politique volontariste en matière d'investissement dans les domaines où la région nazairienne a des compétences reconnues »

Dans la région nazairienne, des centaines de familles vivent la réalité de la crise et en paient les conséquences au quotidien. Car aujourd'hui, dans le bassin d'emploi de Saint-Nazaire, on se bat pour garder un salaire de misère et non plus pour gagner des droits. Le slogan cher à « Mr »

Sarkozy

« travailler plus pour gagner plus » perd définitivement toute crédibilité car aujourd'hui le travail est bradé, sous-payé, précarisé et ne protège plus de la pauvreté !

Et alors que nous sommes en droit d'attendre de l'Etat une politique volontariste en matière d'investissement dans les domaines où la région nazairienne a des compétences reconnues, alors que nous sommes en droit d'exiger d'un Etat actionnaire de STX d'engager de toute urgence des investissements afin d'obtenir des commandes, que nous proposent Sarkozy et ses sbires ?

Tout d'abord, il y a la formidable arnaque de la suppression de la taxe professionnelle au détriment du contribuable. Ensuite nous assistons à un retour en arrière avec la réforme des collectivités : moins de moyens pour plus de contrôle, moins d'élus pour moins de démocratie. Tout cela est bien loin de répondre aux attentes sociales. Il est impératif d'enrayer cette spirale infernale. En s'engageant dans un rassemblement de toute la gauche dès le 1er tour, les communistes veulent travailler à une fin de non-recevoir aux élucubrations de Nicolas.

ment dans les domaines où la région nazairienne a des compétences reconnues, alors que nous sommes en droit d'exiger d'un Etat actionnaire de STX d'engager de toute urgence des investissements afin d'obtenir des commandes, que nous proposent Sarkozy et ses sbires ?

Tout d'abord, il y a la formidable arnaque de la suppression de la taxe professionnelle au détriment du contribuable. Ensuite nous assistons à un retour en arrière avec la réforme des collectivités : moins de moyens pour plus de contrôle, moins d'élus pour moins de démocratie. Tout cela est bien loin de répondre aux attentes sociales. Il est impératif d'enrayer cette spirale infernale. En s'engageant dans un rassemblement de toute la gauche dès le 1er tour, les communistes veulent travailler à une fin de non-recevoir aux élucubrations de Nicolas.

ment dans les domaines où la région nazairienne a des compétences reconnues, alors que nous sommes en droit d'exiger d'un Etat actionnaire de STX d'engager de toute urgence des investissements afin d'obtenir des commandes, que nous proposent Sarkozy et ses sbires ?

Sarko a la télé : brouillard et communication

Le 25 janvier, Nicolas Sarkozy a fait son show télévisé. Un show dont le but essentiel était, la presse ne s'y est pas trompée, de faire un peu plus de brouillard sur les intentions réelles du chef de l'Etat. Sur la forme du débat d'abord : « une émission conçue, écrite, mise en scène et interprétée par le président de la République » lit-on dans la Nouvelle République du Centre-Ouest. « Avec la morgue qui le caractérise, ajoute la République du Centre, Nicolas Sarkozy a usé et abusé de la situation et de la docilité de ses interlocuteurs ». Et le Midi-Libre d'ajouter, « exit la contradiction et place à la bonne vieille méthode de communication, post-soixante-huitarde ». Sur le fond, alors que les Français s'angoissent face à une crise profonde qui voit certains continuer à s'enrichir

alors que le plus grand nombre voit ses difficultés s'accumuler, le chef de l'Etat qui croyait « calmer les angoisses » comme l'écrit le République des Pyrénées, est passé pour ce qu'il est : celui qui « fonce dans le brouillard, malgré l'absence totale de visibilité » (Le Républicain lorrain). De fait, il n'a apporté aucune réponse aux urgences sociales, notait Patrick Le Hyaric dans l'Humanité, « urgences sociales exprimées avec force le 29 janvier, dans les hôpitaux et les universités, à la Guadeloupe et la Martinique. C'est dès le départ que le président embrouille les gens, en faisant comme si la crise actuelle prenait sa source dans la nature ». Justifiant sa réforme fiscale, « sans avoir une idée précise de la manière dont il va mettre en œuvre ce projet,



Sarkozy à TF1 face à un panel de français triés sur le volet

en restant très flou sur les compensations possibles » lit-on dans le Courrier picard, le président a voulu « gauchir le contenu de son discours » note justement Nord-Eclair. Personne ne s'y trompe relève la Nouvelle République du Centre-Ouest, « déjà le 25 janvier 2007 à Saint-Quentin, il fustigeait un capita-

lisme dilué dans la Bourse ». La suite, tout le monde la connaît. Alors, nous concluons comme l'Est républicain commentant les enseignements à tirer de ce show élyséen : « une façon de chercher à gagner du temps face à l'angoisse des français ». A noyer le poisson pouvons-nous ajouter.

De vous à moi...

Jusqu'où ira-t-on ? Il n'est pas une semaine sans que fuse une petite phrase ordurière et xénophobe, douloureuse aux oreilles des républicains. De Frêche à Morano, c'est une véritable course de fond au populisme outrancier qui rythme désormais la vie politique française. La crise systémique du capitalisme en toile de fond, la peur du chômage aidant, il est de bon ton pour le démagogue, de flatter les plus bas instincts plutôt que de s'attaquer aux racines du mal. En son temps, marqué par la crise de 29 et la montée du fascisme, Gramsci écrivait « Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à naître et dans le clair obscur surgissent les monstres. ». De quoi s'inscrire résolument dans le camp de l'espoir et ne pas hurler avec les loups. A ce propos, saluons ceux qui ont ici où là signé plus d'une fois l'oraison funèbre du Parti Communiste Français et qui se délectent aujourd'hui de la situation de division que vivent douloureusement les communistes de la région pays de la Loire. Pour un parti moribond le voilà presque au centre du jeu, au vu du nombre d'articles qui lui sont consacrés. Il faudrait le même cynisme que celui d'un Frêche préparant sa prochaine sortie médiatique dans l'assurance de faire parler de lui pour s'en satisfaire. Nous n'en serons pas !

AS

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Hors AGCS

L'accord programmatique de la liste « Ensemble, la gauche vraiment » affirme fièrement sa détermination à vouloir faire de la région Pays de la Loire une « zone hors AGCS ». C'est pourtant fait depuis 2004 grâce à un vœu de la majorité régionale sortante voté notamment par les têtes de liste de la Vendée et de la Sarthe. Sans commentaires.

Plus d'élus(e)s communistes ?

« /.../disposer de plus d'élus communistes pour mettre en œuvre des politiques régionales de réelle transformation sociale. » pouvait on lire sur le bulletin de vote, ardemment défendu par la fédération de la Sarthe du PCF et qui aurait obtenu plus de 93% des suffrages dans ce département. Les communistes ayant voté pour cette option ont du tomber de haut à la publication de la liste sarthoise de « Tous ensemble, la gauche vraiment » qui ne compte que 3 candidat(e)s communistes (1ère, 9ème et 15ème places) pour... 3 élu(e)s sortant(e)s.

Fiers d'être à gauche !

Le tract de la campagne autonome du PCF en soutien à la liste « La Gauche en Action » est disponible. Il sera distribué, principalement à destination des quartiers populaires et des entreprises du département à 70 000 exemplaires en Loire-Atlantique.



Construction navale : Un enjeu pour la région nazairienne, la région, la France et l'Europe

En Décembre 2003, le Queen-Mary quitte Saint-Nazaire. La population de la région nazairienne a envahi les bords de Loire, le grand môle, le bord de mer, de l'usine élévatoire jusqu'à la pointe de Chémoulin. Sur le paquebot une banderole : **Merci Saint-Nazaire**. Dans la foule, les commentaires expriment l'émotion, l'admiration, la fierté, la satisfaction du travail accompli. La fierté pour les bureaux d'études, les ingénieurs et les ouvriers qui ont, dans un temps record, livré un navire qui est aujourd'hui un ambassadeur dans le monde entier du savoir faire nazairien. **Février 2010 : Les Chantiers de l'Atlantique, vendus par Alstom, achetés par Aker Yards, revendus au Coréen STX sont au creux de la vague. Pas de nouvelles commandes, plan de départs volontaires mis en route, chômage partiel de longue durée pour la moitié du personnel fin mai...** Les compétences accumulées au fil des années par les salariés sont mises en cause. Les familles s'inquiètent des pertes de rémunérations. La

crise du capitalisme est passée par là. Les Etats ont mobilisé des Milliards pour sauver les banques, le gouvernement Sarkozy/Fillon en tête. Mais pour la construction navale, l'Etat qui est actionnaire à 33,34 % mobilise... les promesses du Président de la République. En visite à Cholet le 13 janvier 2010, il déclare : " Je crois en l'avenir des Chantiers de l'Atlantique. Je ne les laisserai pas tomber, parce qu'il y a un savoir faire ouvrier extraordinaire".

Rappelons pour mémoire que la longue histoire de la Construction Navale Nazairienne est jalonnée d'intervention de l'Etat dans les périodes difficiles. Pour une raison qu'il ne faudrait oublier : hier comme aujourd'hui la construction navale est une industrie stratégique : elle assure la sécurité des approvisionnements pour notre pays et pour l'Europe dans des domaines majeurs : l'énergie (gaz, pétrole), l'alimentation, les matières premières, les transports de voyageurs... Le trafic maritime continuera de croître, les



bateaux à construire seront toujours plus nombreux. **Ce rôle de l'Etat s'est traduit bien souvent par des commandes militaires : croiseurs, escorteurs, porte avions, bâtiments de ligne, frégates. On attend aujourd'hui de l'Etat qu'il se mobilise pour obtenir les commandes des deux paquebots qui permettraient aux Chantiers de sortir la tête de l'eau. Il faut donc aujourd'hui, que les forces syndicales, les collectivités locales, en particulier celles dirigées par la Gauche, la société civile se mobilisent pour que l'Etat joue son rôle historique et que Nicolas Sarkozy tienne ses promesses.** Au-delà,

c'est toute une véritable politique industrielle de la construction navale qu'il faut construire, en s'appuyant sur les besoins de nos territoires nationaux et européens. Il y a en Europe, malgré les ravages des politiques libérales, encore 150 grands chantiers, concernant plus de 120 000 emplois directs. **Cela nécessite bien sûr de revenir sur les orientations libérales européennes et le programme Leadership 2015. Les élections régionales peuvent être une étape de cette grande bataille : la crise du capitalisme ouvre des nouvelles perspectives. Les Communistes sont bien décidés à les faire valoir.**

Région Nazairienne : la Gauche en action renouvelle son engagement pour le développement de l'industrie régionale

La crise est passée par là : en un an, l'industrie du département a perdu plus de 3000 emplois. La majorité régionale de gauche n'avait pas attendu pour se positionner depuis cinq ans en faveur de l'industrie : le Schéma Régional de Développement Economique adopté dès 2005 s'est prononcé sans ambiguïté pour conforter les industries régionales. Les Conseillers Régionaux Communistes Gilles Bontemps, Michèle Picaud et Hubert Delahaie y ont été pour quelque chose!

C'est donc en toute logique que mardi dernier, le Président de la Région, Jacques Auxiette, et les élus régionaux du secteur se sont retrouvés sur le terrain, à la fois pour affirmer à nouveau leur attachement à la construction navale nazairienne et constater sur le territoire, l'impact des aides régionales

dans le secteur économique. Distribution de tract aux Chantiers, rencontre avec les organisations syndicales du secteur, point de presse, visite des entreprises CNI et Espace qui ont bénéficié d'aides régionales. Une journée riche d'enseignement. La Droite, par la voix du député UMP, Christophe Priou accuse le coup et parle d'opération de communication, sans doute pour éviter d'aborder les responsabilités du Gouvernement et les promesses du Président Sarkozy, concernant la Navale! **Les questions abordées posent des problèmes au cœur de l'actualité : le bilan de la Gauche régionale, les aides régionales aux entreprises, le contrôle de l'efficacité de ces aides. Une évidence tout d'abord : pour sortir de la mauvaise passe de la navale, l'Etat actionnaire doit peser de tout son poids pour**

débloquer les commandes. Sarkozy l'a promis, la mobilisation populaire doit le contraindre à la faire ! Les visites d'entreprises, la CNI à Montoir de Bretagne et Espace à Saint-André des Eaux montrent tout l'intérêt d'une forte implication de la Région dans le domaine de la formation professionnelle, de l'innovation, du soutien à l'investissement. Questions importantes abordées par les organisations syndicales : quel suivi par le Conseil Régional que les aides accordées sont utiles et efficaces ? Et les entreprises qui délocalisent à l'exemple de Daher qui investit au Maroc ? Les formations ne sont-elles pas un moyen de faire accepter pendant un temps des suppressions d'emploi ? Et les aides aux entreprises qui font des profits ? **Les réponses sont claires et précises : La Région ne peut se substituer à l'Etat et à STX pour**

les commandes à engranger, mais la Région est prête à aider dans les domaines de la diversification possible de l'activité des Chantiers. Le projet Technocampus, piloté et financé en partie par la Région, conforte l'industrie aéronautique. Les recherches qui y seront engagées sur les matériaux composites, qui allient légèreté et solidité, intéressent des nombreuses PME dans les domaines des transports, de la Construction, de la Navale... Les élus rappellent que les aides régionales prennent en compte des critères économiques, sociaux et environnementaux. Exemple : la Région a décidé en son temps de ne pas accorder des aides à des entreprises qui passeraient des CNE... **Gilles Bontemps rappelle que la Région a mis en place une commission d'évaluation et de suivi des aides régionales,**

commission qui s'est déjà mise au travail. Cette commission est présidée par une élue communiste et les organisations syndicales en font partie. Chacun est donc à même aujourd'hui de la saisir. Rappel utile : Pour mémoire et situer les enjeux régionaux, il faut savoir que, en France, les budgets des Communes et intercommunalités s'élèvent à 112 Milliards d'€, les budgets des Départements à 82 Milliards d'€, le budget de l'Etat à 270 Milliards. Les Régions totalisent des budgets pour 24 Milliards d'€. La Région des Pays de Loire gère un budget de 1,4 Milliard. Les aides régionales dans le domaine économique, tous secteurs confondus (industrie, agriculture, pêche, tourisme, économie sociale et solidaire) y compris les aides de R D tournent autour de 110 millions d'€ par an.

Le dossier.

Régionales

Les forces en présence, le point sur les propositions

■ La gauche en action : D'abord l'emploi !

Pour la gauche en action, les propositions partent d'un constat: Les effets de la crise sont toujours devant. Une crise qui interroge « une société que l'on brise en mille morceaux pour générer plus de profits dans le mépris des femmes et des hommes » peut on lire dans la plate forme de la liste. **Dès lors, il s'agit de répondre à la « profonde aspiration unitaire du peuple de gauche » et d'avancer des mesures concrètes pour « défendre et développer l'emploi, notamment industriel, soutenir le pouvoir d'achat et**

accompagner les salariés menacés par le chômage. Être solidaires avec les plus fragiles frappés par la crise et aider les jeunes sur le chemin de l'autonomie. Préparer l'avenir et l'emploi de demain en pariant sur l'éducation, la recherche et l'innovation ».

La gauche en action refuse « la fatalité du chômage » et veut conforter sa place de 3ème région industrielle de France en s'appuyant sur les grandes filières de la navale, l'aéronautique et l'automobile. Dirigée par la gauche, la

région s'engagera à « accompagner le projet de grand port Nantes-Saint-Nazaire et contribuera à ses investissements. ». **La liste de gauche affiche sa volonté de faire bénéficier le soutien de la région à l'économie « à l'emploi et aux salariés » en aidant « les entreprises qui respectent les salariés » en s'appuyant sur « une conditionnalité des aides » grâce à la commission de contrôle des fonds publics qui devrait toujours être dirigée par un(e) élu(e) du PCF en cas de victoire de la gauche.** Un Fond régional d'investissement et un

accompagne-ment individualisé de tous les salariés menacés par la crise comptent parmi les principales mesures pour l'emploi. On peut également citer l'augmentation de 30% des dessertes ferroviaires et des tarifs encore plus attractifs pour les salarié(e)s; un « pack » pour l'autonomie des jeunes (installation dans le premier logement, souscription à la première mutuelle complémentaire de santé, aide au passage du code de la route, tarifs réduits pour les activités

"AVEC VOUS, FRANCHIR UN NOUVEAU CAP"

JACQUES AUXIETTE
LA GAUCHE EN ACTION

AUXIETTE2010.FR

culturelles, sportives et associatives), la gratuité des formations jusqu'au bac, ou encore la création d'une Autorité régionale de lutte contre les discriminations.

Un programme de progrès social qui porte l'empreinte des communistes.

■ Le mirage vert

Peu de temps après les élections européennes, ragailardis par les scores réalisés par les listes d'Europe Ecologie, les verts décidaient d'opter pour une stratégie identique pour les régionales. La nouvelle formation, rassemblement de verts et de personnalités associatives, se voit déjà comme la 3ème force politique du pays... Quitte à ce qu'il y ait de la casse: les militant(e)s des verts candidat(e)s sur la liste de la gauche en action, en cohérence avec l'action menée depuis 6 ans dans la majorité régionale, ont été exclus du parti. **En attendant le sacre, en région Pays de la**

Loire, le programme des écologistes se fait attendre, à moins de considérer

comme **programmatiser quelques propos évasifs et poncifs écologiques.**

Si lors de leur convention régionale du 30 janvier dernier, ils font le constat de l'urgence sociale, les propos de leur tête de liste sont toutefois peu rassurants. Parlant des crises sociales et environnementales il pense qu'« **il y a urgence à [...] apporter des solutions qui soient concrètes et rapidement perceptibles** En aidant les gens à

TRI SELECTIF



adapter leurs choix individuels à cette nouvelle donne ».

Aux citoyens de s'adapter en somme, quant aux solutions, aux exigences de transformation, rien ! Les propositions d'Europe écologie, c'est de laisser les choses comme elles sont : pas de nouvelles infrastructures routières, pas de nouveaux franchissements de la Loire, pas de transfert de l'aéroport ! **Tout va mal ne faisons rien !**

■ A gauche, vraiment ?

« L'accord conclu ... s'est réalisé sur la base de convergences sur les éléments fondamentaux d'un programme de rupture pour une transformation sociale et écologique de la Région. » : affirme-t-on du côté de la liste « **Tous ensemble, à gauche** ». **Pourtant les propositions détaillées relèvent pour beaucoup de choix nationaux indépendants des prérogatives régionales (augmentation du SMIC, arrêt de l'EPR etc...).**

Pour la région, est évoqué ensuite: déclarer la région hors AGCS (c'est fait), renforcer la commission régionale des fonds publics (elle a été mise en place et présidée par la tête de liste du 72), rouvrir les lignes TER abandonnés (Nantes-Châteaubriant est en cours).

Vous avez dit rupture ? Largement inspiré par les tenants de l'écologie politique jusqu'aux extrémistes de « régions décroissance » (qui ont quitté la liste dont « le contenu de l'accord » leur

« agréé » pourtant), le programme propose notamment un moratoire sur les grands équipements (arrêt du développement du port de Nantes/Saint-Nazaire et abandon de l'aéroport de Notre Dame des Landes).

Enfin, concession au NPA qui conduira deux listes départementales dont celle de Loire-Atlantique, la question du rassemblement de la gauche reste des plus aléatoires puisqu'il est question pour le deuxième tour de rassemblement avec les listes de gauche « dans le cadre de fusions « démocratiques », « chaque parti » pouvant « en dernier ressort, prendre part ou pas à l'exécutif ». Un comble pour une liste se revendiquant d'une gauche de rassemblement... et qui tourne le dos dans la cacophonie aux règles de rassemblement comme aux responsabilités de gestion auxquelles Marie-George Buffet rappelait son attachement, lors du meeting de lancement des listes Front de Gauche en affirmant: « Nous ne ferons pas de la figuration dans les exécutifs ! »

■ A droite Béchu prétend « agir vraiment »

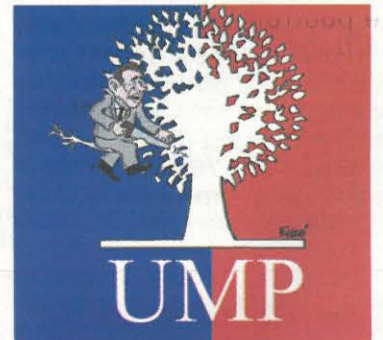
Le jeune loup du camp sarkozyste a les dents longues. **Béchu affiche des ambitions de reconquête en rassemblant sur sa liste toute les composantes de la droite: des transfuges du Modem au centriste Arthuis en passant par la droite extrême du vicomte vendéen De Villiers, la droite part au combat uni face à une gauche divisée.** Pour le projet, la droite affiche la couleur en affirmant vouloir préfigurer la réforme territoriale dans cette région au nom d'une « nouvelle gouvernance » dont les citoyens ont tout à craindre. Son « oui mais » à Notre Dame des Landes révèle quelques contradictions : pas de financement régional tout en affirmant vouloir s'engager dans des grands travaux d'infrastructures (desserte ferroviaire, franchissement du fleuve) pour lesquels la majorité de gauche actuelle n'a pas attendu le ténor de Sarkozy. Enfin

la droite régionale se prononce pour le développement de l'offre de déplacements (TER, TGV) alors même que c'est contre les orientations de l'Etat que la majorité de gauche actuelle, dont le vice-président communiste en particulier, ont du batailler pour réaliser un niveau d'investissements sans précédent en la matière, rouvrir la ligne Nantes-Châteaubriant. « Agir vraiment? » **Si le procès de l'inaction devait être fait, Béchu devrait le faire aux majorités de droite qui se sont succédées jusqu'en 2004 ! D'autant que les mots « crise » et « emploi » restent les grands absents des documents de campagne d'un Béchu dont on cherche toujours les principales propositions concrètes... D'actions.**

A l'heure où nous écrivons ces lignes, une liste Lutte-Ouvrière et une liste « Nous te ferons Bretagne » sont également annoncées.

■ Big Bang dans la galaxie centriste

Difficile de s'y retrouver dans les alliances au centre qui prend des allures de jeu de domino dans cette campagne des régionales. Sur la ligne de départ étaient annoncés il y a peu, le sénateur de Mayenne Jean Arthuis, au titre de l'alliance centriste se réclamant de l'ex UDF, c'est-à-dire partisan du rassemblement de la droite. Le Modem avait investi Laurent Gerault qui s'est immédiatement rapproché de Jean Arthuis, provoquant les foudres d'un Bayrou toujours soucieux d'apparaître comme un opposant à Sarkozy, malgré ses positions libérales. Peine perdue puisque Gerault a rejoint Arthuis, jusque sur la liste de droite de Béchu rassemblant désormais du



centre à la droite extrême de Devillers, entraînant à sa suite de nombreux cadres du Modem, comme le responsable de Loire-Atlantique Olivier Deschanel. On peut aussi ajouter les hésitations du petit parti écologiste libéral Cap 21 dont les membres devraient se retrouver sur la liste des verts comme sur celle du Modem qui présentera tout de même une liste. **Quant le centre perd le Nord, c'est le plus souvent pour rallier sa famille : la droite !**

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Le « Contrordre » des infirmier-es »

Le 26 janvier dernier les infirmiers et infirmières se sont mobilisés pour exprimer leur refus des ordres professionnels. **Ce n'est pas d'une nouvelle instance dont ont besoin ces professionnels de la santé.** A Nantes, ils étaient plus de 500 à réclamer plus de moyens pour **exercer dans de meilleures conditions.** La création d'un ordre auquel ils seraient obligés d'adhérer moyennant 75€ **ne pourra en aucun cas substituer aux syndicats et à leur vindicte à l'encontre du projet de réforme des hôpitaux publics !**

Déserts médicaux

La colère et l'inquiétude s'expriment dans tous les domaines liés à la santé. Les médecins généralistes lancent un appel pour sauver leur discipline. **Ils sont indignés de voir l'accès aux soins réduit chaque jour davantage pour les populations les plus démunies, comme pour l'ensemble des Français.** Ils coïncident que le travail de prévention et de soins de proximité qui est leur est menacé. Les multiples déremboursements, la mise en place de protocoles uniformisés et déshumanisés, la non-reconnaissance de leurs tâches au quotidien éloignent autant les jeunes praticiens que les patients.

Inquiétude chez Valspar à Nantes

Une nouvelle fois l'usine Valspar, spécialisée dans l'encre et le vernis -propriété depuis 10 ans d'un groupe américain- va subir un plan social. En 2008, 28 postes avaient été supprimés et délocalisés vers la Roumanie. A l'époque, les syndicats s'inquiétaient du manque d'investissement et de la vétusté de l'usine. **44 postes sont menacés aujourd'hui et seule l'activité vernis subsistera.** Un reclassement serait toutefois prévu : à Bilbao en Espagne !

Electricité : Attention au coup de froid !

Au 1er janvier 2010, les consommateurs alléchés par les tarifs d'électricité proposés par les concurrents de l'opérateur historique ne pourront plus revenir aux tarifs régulés. **Le dogme de la concurrence libre et non faussée touche à tous les domaines de la vie y compris les plus élémentaires.** Il n'y a finalement que la concurrence qui soit libre. Le consommateur, lui, est toujours piégé !

Travailleurs sans papiers : ils doivent rester ici !

A l'appel de syndicats et d'associations un rassemblement pour exiger la régularisation des sans-papiers salariés a eu lieu à Nantes le 28 janvier dernier. **Sur les 70 sans-papiers qui ont demandé leur régularisation à la préfecture de Loire-Atlantique, seule une vingtaine l'a obtenue.** Il est intolérable que des travailleurs qui cotisent, parfois même paient des impôts, participent à la vie économique de notre pays, ne puissent avoir aucuns droits.

Halte au massacre !



Le 6 janvier 2010, à Cholet, le Président de la République a confirmé sa politique destructrice de la Fonction Publique contraire aux besoins de la population. Le 21 janvier, jour d'examen du projet de réforme territoriale par le Sénat, les organisations CGT, FSU et Solidaires appelaient les agents de la Fonction publique à refuser ce choix.

Plus de 3000 personnes ont, dans notre département, réaffirmé leur opposition à la politique de démantèlement tous azimuts des services indispensables à la vie quotidienne des citoyens-usagers, à la survie et au développement des territoires. Cette journée a aussi permis la sensibilisation des usagers concernés eux aussi par cette casse. Le 30 janvier, les personnels de l'Education, à l'appel de la FSU, se mobilisaient pour une politique qui assure la réussite de tous les jeunes.

Pour la FSU, la CGT et Solidaires, « ces journées s'inscrivent dans un processus durable de mobilisations, nécessaire à la création du rapport de force obligeant le gouvernement à reculer et à décider d'une autre politique pour la Fonction publique répondant à l'intérêt général et aux besoins de toute la population. » Les fonctionnaires et salariés des entreprises publiques sont, en effet, une force considérable qui reste au travers de la gorge du MEDEF et de Sarkozy.

Pour Sarkozy et son gouvernement, il s'agit de museler puis éliminer les lieux d'expression des exigences démocratiques, de résistance à la politique ultralibérale. C'est une catastrophe qui se prépare : division par deux des agents de la fonction publique. Ce qui veut dire : moins de tout : juges, postiers, infirmières, enseignants, fonctionnaires....

Les arsenaux de la marine dans la moulinette libérale

Tout récemment, la presse régionale titrait « les chantiers au bord du gouffre à St-Nazaire », 6000 emplois menacés dont une moitié de sous-traitants. Cette situation ne doit rien au hasard.

ALSTHOM vend au suédois AKERS, qui ayant plus à profiter ailleurs, revend au coréen STX, la France acquiert 30% des actions (« air-bag » pour le financier majoritaire ?), le tout managé par le « magi-

rien des paquebots », Patrick BOISSIER (selon le journal « la tribune »). Le concept industriel de ce cadre dirigeant, c'est « s'adapter ou disparaître ».

A peine nommé à la direction de la DCNS, il a fait connaître ses méthodes de gestion et de production des objectifs industriels des arsenaux : doublement de la productivité et réduction des coûts de 30%, le tout dans un paquet baptisé « championship ».

Déjà avec le changement de statut et l'entrée puissante de Thales l'établissement d'Indret subit un rôle de roue de secours des plans de charges fluctuants de grands

HAÏTI Le contresens humanitaire des autorités françaises

Mardi 12 Janvier un séisme a dévasté Haïti. Ce seront des dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers de blessés, et des millions de sans-abri, de gens qui auront tout perdu. Parmi ceux-là les enfants constituent un groupe particulièrement fragile.

De nombreux enfants sont en voie d'adoption en France et ces enfants, sont aujourd'hui dans des crèches d'accueil à Haïti ; il est urgent de les faire évacuer au plus vite. Evacuer les enfants en voie d'adoption ne détournera pas les équipes de secouristes, ne détournera pas les équipes médicales, ni les équipes de volontaires qui, sur place ont entrepris leur travail. Evacuer les enfants en voie d'adoption permettra à une partie des forces vives haïtiennes de se libérer pour répondre à l'urgence actuelle, et accueillir d'autres enfants.

Les États Unis et les Pays-Bas ont compris la situation et ont d'ores et déjà décidé d'évacuer d'urgence tous les enfants en cours de pro-

cedure d'adoption en mettant en place des statuts provisoires qui permettront de régulariser par la suite la situation.

Les autorités françaises pour leur part semblent ne pas évaluer l'urgence qu'il y a d'évacuer des enfants dont la vie est en grand danger, de suivre l'exemple des États Unis et des Pays-Bas, la France s'isole dans un traitement administratif des dossiers et documents transmis par chaque famille! Il s'agit d'une attitude indigne des autorités françaises qui commettent ici un véritable contresens humanitaire. Cette position dogmatique de B. Kouchner est dans la droite ligne de la mouvance de la "théologie humanitaire" de l'UNICEF qui œuvre depuis des années contre l'adoption internationale. **La France doit se ressaisir et ne pas commettre l'irréparable en ne prenant pas toutes les dispositions nécessaires pour évacuer les enfants en cours d'adoption avant qu'il ne soit trop tard.**

Rémy Barreteau



groupes en employant temporairement des salariés d'Airbus et de STX. C'est le cas actuellement. La réciproque est évidemment de mise, c'est une des facettes de la RGPP (Révision géné-



rale des politique publique).

Dans le même temps, des ambitions vertigineuses sont annoncées. La France par exemple, doit devenir le leader européen des fabrications d'armement d'ici 2025.

Une telle politique n'est pas sans poser

de nombreuses interrogations tant pour les emplois, les salaires, les ventes d'armes, le rôle des arsenaux dans la défense nationale, la place de la France dans l'OTAN, dans les missions extérieures...

Comme le rappelle très justement le président de l'AA de l'IHEDN : « La défense constitue un enjeu régalién, elle doit bénéficier du soutien sans faille de l'état à la fois politique et matériel ».

Le libéralisme et les affaires tournent le dos à ces concepts. C'est un danger majeur pour le bon équilibre, la paix, l'image de la France dans le monde.

Michel LUCAS
Ancien auditeur IHEDN

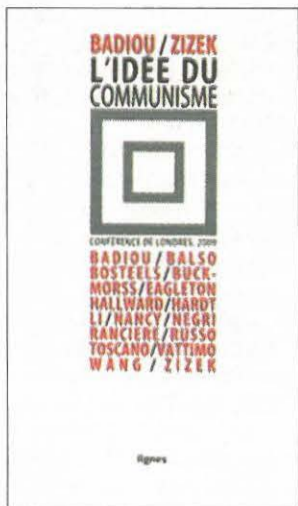
Evènements, culture, idées.

Actualité de l'idée du communisme

à la Conférence de Londres de Mars 2009

Ce livre est issu d'une conférence qui s'est tenue à Londres du 12 au 15 mai 2009. Elle réunissait, à l'initiative d'Alain Badiou et de Slavoj Žižek, une quinzaine de philosophes du monde entier, partageant une même volonté de « remettre en circulation ce vieux mot magnifique, ne pas laisser les partisans du capitalisme libéral mondialisé imposer leur propre bilan de son usage ». La tâche est cependant énorme car, comme le souligne Michael Hardt, « Un grand nombre de concepts centraux dans notre vocabulaire politique, y compris le communisme, mais aussi la démocratie et la liberté, ont été à ce point corrompus qu'ils sont devenus quasiment inutilisables ». Les contributions rassemblées se situent, souligne Badiou, « dans l'espace de la philosophie », avec « tout ce que celle-ci implique toujours d'engagement subjectif personnel ». D'où la diversité de « cette petite cohorte de ceux que l'opinion dominante n'intimide pas », et grâce à laquelle on mesure « comment le mot "communisme" prend, ainsi déployé dans des dispositifs de pensée souvent très hétérogènes, un relief singulier, et une actualité saisissante ».

Pour Alain Badiou, « le mot "communisme" a été pendant deux siècles, le nom le plus important



d'une Idée située dans le champ des politiques d'émancipation, ou politiques révolutionnaires. Être un communiste, c'était sans doute être un militant d'un Parti communiste dans un pays déterminé, (...) un des millions d'agents d'une orientation historique de l'Humanité tout entière vers son émancipation collective. Donner un tract sur un marché était aussi monter sur la scène de l'Histoire ». Mais, pendant les trois dernières décennies, « le mot "communisme" a été soit complètement oublié, soit pratiquement identifié à des entreprises criminelles. C'est pourquoi la situation subjective de la politique est devenue partout si confuse. Sans Idée,

la désorientation est inéluctable ». Bruno Bosteels examine lui « l'hypothèse gauchiste » : « Avec sa représentation d'une lutte éternelle entre le Bien et le Mal, [elle] est aujourd'hui devenue le genre privilégié dans lequel les formes contemporaines de la postpolitique se parent néanmoins d'une aura de radicalisme de gauche après le déclin ou la mort prétendue de l'idéal révolutionnaire du communisme ». Dans le contexte actuel « quand les nouvelles formes d'organisation politique sont ou bien absentes, ou bien trop obscures, la posture la plus tentante est en effet celle de l'idéalisme radical de gauche ». Autrement dit, le gauchisme se voudrait « la belle âme du communisme », prétendant que sans lui, l'Idée communiste ne serait rien qu'« une coquille vide, sinon un cadavre embaumé et momifié ».

Pour Peter Hallward, « le communisme est le projet par lequel l'action volontaire cherche à universaliser les conditions rendant possible l'action volontaire ». M. Hardt propose de rapprocher ces deux idées : « que la production capitaliste dépend de plus en plus du commun et que l'autonomie du

commun est l'essence du communisme », pour arriver au constat que « les conditions et les armes pour un projet communiste sont aujourd'hui plus que jamais disponibles ». Reprenant l'idée émise par Alain Badiou dans l'Humanité (« L'hypothèse communiste est l'hypothèse de l'émancipation »), Jacques Rancière affirme que « le futur de l'émancipation peut seulement consister dans le développement autonome de la sphère du commun créée par la libre association des hommes et des femmes qui mettent en acte le principe égalitaire, d'unité et d'égalité des intelligences ». Un tel processus permettra seul « d'inventer des futurs pas encore imaginables », par une capacité d'auto-dépassement à travers des « formes dissensuelles de combat, de vie et de pensée collectives ».

Une « mise en œuvre d'un potentiel d'actions collectives qui suppose la pleine restauration de l'hypothèse de confiance ».

A lire - malgré une difficulté indéniable - et à méditer.

A. Badiou, S/Žižek, « **L'idée du communisme** », Nouvelles Éditions Lignes, 2010, 352 p., 22 €.

LIRE

Echec et fin de cycle pour la social-démocratie

Vivons-nous une fin de cycle pour la social-démocratie européenne ? C'est à cette question que Daniel Cirera, spécialiste des questions européennes et internationales, s'emploie à apporter ici des réponses actualisées.

Depuis deux décennies, la social-démocratie n'a pas tiré un profit mécanique de l'effondrement du communisme soviétique. Le compromis social-démocrate a été emporté par le raz-de-marée néolibéral de la mondialisation que, globalement, elle a assumé et promu. Il s'en est suivi non seulement d'une désaffection des couches populaires, mais également d'une montée des inquiétudes dans les couches moyennes.

Hier, elle était confrontée aux conséquences sociales d'un libéralisme avec lequel elle composait, voire avec qu'elle conduisait avec un zèle consensuel jusque dans ses dimensions européennes. Elle s'est employée avec A. Giddens, le théoricien du "New Labour" de Tony Blair, ou le "Neue Mitte" de Gerhard Schröder, bref la "Troisième voie" sous ses différents avatars, à légitimer le compromis social-libéral au nom du réalisme, de l'efficacité économique dans la mondialisation. La social-démocratie française, avec ses traits spécifiques, n'y a pas échappé.

Aujourd'hui, elle est prise à contre-pied par la puissance des réalités sociales et politiques de la crise. Mais, plutôt que de distribuer louange et blâme, il vaudrait mieux mesurer, souligne l'auteur, « les carences de l'offre face aux problèmes inédits que pose le nouveau cours du monde ». Or, si cela concerne d'abord la social-démocratie, lourdement sanctionnée, les partis communistes qui restent, ne sont pas eux-mêmes exempts : « ils sont interpellés très directement, au premier chef, dans leur identité même, et en référence à leur rôle historique ». Pour lui, en conclusion, « ce n'est pas parce qu'à ce jour une conception communiste reformulée n'a pas émergé, que la question du changement ne se pose plus. Dès lors, les forces politiques et sociales, communistes et sous d'autres formes selon les pays, doivent répondre à l'interpellation sur les conditions politiques d'un tel changement ».

A bon entendre... Daniel Cirera, « **Social-Démocratie : échec et fin d'un cycle** », Note de la Fondation Gabriel Péri, novembre 2009, 68p., 7€.



VOIR...



Bicentenaire du Muséum de Nantes

Pour son bicentenaire, le muséum d'Histoire naturelle de Nantes s'offre une rétrospective. « 2010 est l'année du bicentenaire du muséum d'Histoire

Naturelle de Nantes », rappelle P. Watelet, conservateur en chef. D'où cette présentation, dans une vitrine conçue par la compagnie La machine, de l'histoire en cinq étapes du muséum. La première, consacrée à François-René Dubuisson, créateur et premier conservateur du muséum, de 1810 à 1836, est visible jusqu'au mois de mars dans la salle de Sciences de la Terre. La vitrine suivante s'intéressera à la période 1836-1875, celle de Frédéric Caillaud, fameux égyptologue devenu conservateur, autre figure majeure du muséum. Infos : 02 40 41 55 00, site : www.museum.nantes.fr

MÉDIAS

D'HADOPI à LOPPSI 2

La loi Loppsi (Loi d'Orientation et de Programmation pour la Sécurité Intérieure) est en discussion à l'assemblée nationale. Cette loi, dont l'examen a été repoussé à plusieurs reprises, devrait être adoptée assez rapidement. Le texte d'origine accordait un pouvoir important au ministre de l'intérieur. Il était ainsi prévu que ce dernier puisse, par l'intermédiaire de l'OCLC-TIC, imposer aux FAI (fournisseurs d'accès Internet) un blocage de certains sites Web. En

principe, ces sites devaient être de nature pédopornographique. Mais par crainte de dérives ou du filtrage injustifié d'un site, des députés UMP ont introduit par amendement l'obligation de soumettre leur liste à l'autorité d'un juge. Craignant que cette disposition ne soit invalidée par le Conseil constitutionnel. « La jurisprudence nous incite fortement à le faire », explique l'un d'eux, « sous peine de voir une partie de la loi retoquée ». En juin dernier, le Conseil constitutionnel, saisi sur la loi Hadopi par l'opposi-

tion, avait en effet estimé que la coupure d'accès à Internet était



de recours si les opérateurs censurent mal, ou plus qu'il ne leur est demandé » estime l'association La Quadrature du Net qui veut rester vigilante. Elle ne croit guère à la seule motivation affirmée du gouvernement de lutter uniquement contre la pédophilie sur Internet. Selon elle, « les industries du divertissement procédurent judiciaire. HADOPI, proches du pouvoir, la demandent également au niveau mondial pour mieux faire la guerre à leurs clients ». Une demande soutenue par N. Sarkozy, qui ne leur refuse rien.

près de vous

Solidarité internationale

Quel avenir pour Haïti ?

Les élus communistes, partout où ils siègent ont tenu à montrer leur solidarité envers le peuple haïtien. A la CARENE, ils rappellent que « **ce sont les pays les plus pauvres qui sont les plus vulnérables** ». D'autant que dans ce pays en particulier, les habitations, les équipements publics, étaient plus fragiles qu'ailleurs. Les responsables de cette situation sont tout désignés : les ex-colonisateurs (dont la France), les USA bienveillant avec les dictateurs hier en place, le FMI et la banque mondiale qui en Haïti (comme dans d'autres pays pauvres) n'ont aucune honte à maintenir une dette qui asphyxie les espoirs de renouveau. **Une dette qui dépasse les 1500 millions de dollars et dont les élus communistes demandent l'annulation au plus vite !**

Trignac

« **Je souhaite que pour 2010, la solidarité, l'entraide et les mobilisations contribuent à l'épanouissement de tous** »

Lors des vœux aux associations tri-



gnacaises, Sabine Mahé a tenu à rendre hommage à la vie associative de sa commune. Elle « **illustre, par son existence et ses activités, une forme majeure de solidarité et aussi d'entraide** » affirme l'élue. Favorisant l'accès à la culture, l'animation des quartiers, la pratique du sport, les associations ont su travailler de concert au dynamisme de la ville. La présentation des vœux a aussi été l'occasion pour l'édile d'égratigner la politique fiscale du gouvernement. Une politique « **ni solidaire, ni équitable** ».

Ce fut enfin le temps de rendre hommage à Alain GUERIF, président de l'Association Nationale de Défense des Victimes de l'Amiante (ANDEVA), qui a reçu la médaille de la ville de Trignac afin de « **l'encourager dans cette mission de combat où il s'agit d'apporter aide et reconnaissance aux victimes** »

Vertou

L'école publique en danger

L'élue communiste de Vertou Michel GOUTY dénonce les dangers qui guettent l'école publique. Pour lui, elle est menacée par le **dogme de la réduction des dépenses publiques**.

Diminution du nombre de postes, départs à la retraite non remplacés, création de garderies en lieu et place des écoles maternelles, disparition possible de 31 classes en Loire-Atlantique... Tout un ensemble de projets néfastes à l'éducation des enfants où seront conjugués augmentation des effectifs par classe et manque de moyens en personnel.

L'invité

■ Quels projets pour La Montagne?

NLA a rencontré Jean-Luc GUINCHARD, adjoint au maire de La Montagne, commune située au sud ouest de la métropole Nantaise. Jean-Luc est chargé de l'aménagement de la ville, il est également coprésident de la commission aménagement de la ville et développement durable. Il nous a présenté les grands projets à venir pour sa commune.

« Quatre grands principes conduisent l'action de notre municipalité : la **solidarité, la citoyenneté, le développement durable et la laïcité**. Sur le Plan de la solidarité nous souhaitons porter nos efforts sur le logement social. Nous avons sur notre territoire plus de 12% de logements sociaux et travaillons à atteindre les 20%. Nous avons d'ores et déjà lancés trois programmes sur le mandat un de 37 logements sociaux et deux autres d'une dizaine. Nous avons aussi un projet de ZAC d'une centaine de logement dont un tiers de logements sociaux. **Nous pourrions donc considérablement améliorer l'offre de logements sociaux sur la commune dans ce mandat.**

Nous travaillons également dans le cadre du développement durable à l'amélioration du patrimoine bâti communal. Il est impératif que nous donnions l'exemple et que les bâtiments communaux soient les moins énergivores possibles. L'ensemble des nouveaux équipements collectifs sur lesquels nous travaillons le sont, dans le respect de l'environnement. C'est, par exemple, le cas du nouvel espace jeunesse qui sort de terre actuellement et qui respectera les critères HQE.

Sur le plan sportif les footballeurs montagnards pourront bientôt fouler une toute nouvelle pelouse synthétique, c'est un équipement qui manquait à notre commune. Voilà, en somme, quelques uns des grands projets sur lesquels nous travaillons.

Le souci aujourd'hui est de savoir comment nous pourrions maintenir un bon niveau de service à la population et ce, malgré les désengagements de l'Etat et un lourd transfert de charge vers les collectivités locales. Nous cherchons à ne pas trop augmenter la pression fiscale, ou plutôt, à l'augmenter de façon la plus mesurée possible. Pour cette année nous avons prévu une augmentation de 1% de la pression fiscale, c'est la seule chose raisonnable à faire, **il serait inimaginable de réduire les services à la population.** Nous avons établi un plan pluriannuel d'investissement (PPI) sur le mandat, tous les projets sont budgétés mais il faudra que collectivités et élus se battent contre un trop fort désengagement de l'Etat. »



Jean-Luc GUINCHARD
Adjoint au Maire de La Montagne

L'activité

■ Nantes

L'université demain

La ville de Nantes, Nantes métropole, et l'université de Nantes vont signer conjointement un pacte de progrès concerté. Ainsi, la ville de Nantes va conforter tout un ensemble de dispositifs qui concernent l'accueil et l'intégration des étudiants dans la ville, l'amélioration du cadre de vie des campus, le soutien aux initiatives étudiantes, le développement des pratiques culturelles et sportives... Pour Raymond LANNUZEL, « **la ville, comme la métropole ont intérêt à soutenir sur leur territoire la recherche et l'enseignement supérieur et ont un rôle à jouer en terme d'amélioration de la vie étudiante** ». Cependant il a tenu à réaffirmer ses inquiétudes quant à la politique gouvernementale sur l'université. Autonomie, mises en concurrence des universités entre elles quand ce n'est pas des étudiants entre eux (par la mise en place de parcours spécifiques, de filières d'excellences), toutes ces politiques sont autant de négations des principes républicains. « **Tous les étudiants doivent avoir les mêmes droits et les mêmes chances sans aucune discrimination d'aucune sorte** ». Le gouvernement affirme que le budget des universités est en augmentation de 6% mais il oublie de dire que les 2/3 de cette augmentation sont dévolus à des partenariats public-privé. Au contraire, « **pour les élus communistes les exigences du savoir et du partage de ce savoir doivent échapper à la rentabilité financière** » et donc disposer de financements publics plus importants. Charge à l'état de remplir ses missions.



■ Rezé

Gens du voyage: accueil et solidarité

Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage pour les six années qui viennent a été soumis à l'avis des élus des communes du département. Les principaux objectifs de ce schéma sont : l'amélioration de l'accueil et du stationnement des voyageurs, la réponse aux besoins des ménages qui souhaitent se sédentariser, l'insertion sociale et professionnelle... Un schéma départemental qui, pour les élus communistes rezéens, « **répond au double objectif de respecter le mode de vie des gens du voyage et ses cultures, et à la nécessité d'apporter un soutien social à la population** ».

Depuis 2003, rappellent-ils, la loi de sécurité intérieure (loi Sarkozy 2) a réduit les libertés des gens du voyage en ce qui concerne l'occupation des terrains. Une loi qui, dans l'histoire, vient s'ajouter à de nombreuses autres, toutes plus intolérantes les unes que les autres. « **Les gens du voyages ont été contraints à être sans cesse en bordure de la légalité, soumis à l'arbitraire** », c'est une longue histoire faite de discriminations que vont dérouler les élus dans leur intervention. Il leur paraît clair que cette histoire doit cesser, il faut désormais œuvrer à l'intégration des populations nomades dans le respect des différences qui constituent leur culture.

■ Conseil Régional

Un dernier budget offensif

« **La situation actuelle appelle à des politiques fortes pour répondre à l'urgence sociale. C'est dans cet esprit que nous envisageons les objectifs que doit se fixer la politique régionale** » assène Philippe DENIS, président du groupe communiste à la région des Pays de la Loire. En effet, le dernier budget présenté par la majorité est plutôt offensif: 1,4 milliard d'euros soit une hausse de 1,4%. Près de la moitié de ce budget sera consacré aux investissements soit 629 millions d'euros. 23% le sera vers la formation et l'emploi, 16% vers l'enseignement et la recherche. Alors que dans le même temps, « **la politique gouvernementale, la mise en œuvre des directives libérales européennes, la casse et la privatisation des services publics, le désengagement de l'état dans ses domaines de compétence, l'affaiblissement des moyens pour les collectivités, imposent à notre région un cadre d'action contraint** ». En une année, rappelle l'élue communiste, « **le chômage a augmenté de 30%, le nombre de personnes touchées par le chômage partiel a été multiplié par 10, les inégalités salariales s'amplifient...** » en témoigne, pour exemple, la situation des chantiers navals de St-Nazaire dont l'état est actionnaire à 30%. A l'inverse d'une casse organisée des solidarités qui brise des vies humaines, le conseil régional déploie, avec les moyens qui sont les siens, des politiques utiles à la population.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Nantes

Mercredi 10 février :
Assemblée générale de la section, à 18H30, à la fédération.

Cérémonies du souvenir

Vendredi 12 février :
Cérémonie devant les plaques commémoratives de l'ancienne Bourse du travail à 17H00, à la Maison des Syndicats à Nantes.

Samedi 13 février :
Hommage aux fusillés à 11H00, au monument du Bêle à Nantes.

Samedi 13 février :
Hommage aux fusillés espagnols à 14H00, place Jean LOSQ à Ste Luce.

Dimanche 14 février :
Cérémonie sur le carré des républicains espagnols à 11H00 au cimetière de la Chapelle Basse Mer.

BANQUET DEPARTEMENTAL DU PCF

VENDREDI 12 FEVRIER

SALLE DE L'ESTUAIRE A COUERON
A PARTIR DE 19H00

AVEC LA PARTICIPATION DE PIERRICK ANNOOT
Secrétaire général du Mouvement Jeunes
Communistes
Membre de l'exécutif national du PCF

Repas fraternel - animation musicale - tombola

Pour vous inscrire : 02 40 35 03 00.

■ Fête des Nouvelles de Loire Atlantique

Cette année, la fête du journal de la fédération de Loire-Atlantique du PCF aura lieu les 22 et 23 mai. Les premières démarches d'organisation de la fête avancent. Les premiers pans de la programmation politique, culturelle et musicale sont à l'étude avec pour le moment des perspectives intéressantes quant à la qualité et à l'attractivité de cette fête qui, rappelons le, est la plus grande fête politique du département. Nous tiendrons régulièrement informés les lecteurs des Nouvelles de Loire-Atlantique de l'avancée des préparatifs de cet événement.

C'est maintenant un travail et un investissement militant important qui va se mettre en marche. Les organisations locales du Parti communiste français, les associations et les mouvements qui y participent chaque année ou qui veulent y participer pour la première fois sont les bienvenus.

Des réunions de préparation vont se tenir dans les prochaines semaines. **D'ores et déjà, réservez votre week-end de la Pentecôte, une fête comme celle là, ça ne se manque pas !**

La Fête!

rebelle et fraternelle

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU

Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Pedro MAIA

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE

Jérôme TURMEAU



Vite lu...



Par Robin SALECROIX
Intérimaire

LA NAVALE EN DANGER

Jeudi dernier l'annonce tombe comme un couperet aux chantiers navals de Saint-Nazaire, 472000 heures de chômage partiel en mars, avril et mai. Cela signifie en clair que la moitié des salariés seront inoccupés dans trois mois.

Par ailleurs aucune commande ferme de paquebots se profile à l'horizon et les ateliers ferment les uns après les autres. **Ce sont au moins 6000 emplois menacés sur le bassin nazairien si la situation perdure.**

Cependant soyons clairs, nous le savons tous, les chantiers ont un avenir. Ces bassins ont vu naître les plus grands et



les plus magnifiques navires de notre temps, Normandie, France, Queen Mary 2 ... Le chantier de St-Nazaire est l'un des plus gros d'Europe avec des atouts solides et les ouvriers qui y travaillent dotés d'un savoir faire irremplaçable sont sa plus grande richesse.

« Désormais les pouvoirs publics doivent se mobiliser (l'Etat détient 30% des chantiers) pour développer l'activité sur le site ».

Alors oui les communistes le savent et le disent haut et fort, il est temps d'agir ! Désormais les pouvoirs publics doivent se mobiliser (l'Etat détient 30% des chantiers) pour développer l'activité sur le site. **M. Sarkozy qui a promis à de nombreuses reprises de défendre l'industrie française** pourrait déjà commencer par peser

de tout son poids dans les discussions avec MSC, l'armateur italien, notamment via la mobilisation des banques pour entériner le projet de construction de deux paquebots. Enfin, au delà des mesures d'urgences, il s'agit de repenser totalement la stratégie industrielle à St Nazaire et en France pour rompre et dépasser la vision court termiste des grands groupes et de leurs actionnaires, pour développer avec la participation des salariés l'emploi dans notre région.

